



LA RUSSIE ET L'OCCIDENT :

Quels partenaires ?
pour
Quel partenariat ?



Introduction

LE BIG BANG DU DEMANTELEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE

Première partie.

1991 : L'ETAT DES LIEUX APRES LA CONFERENCE D'ALMA-ATA.

1.1./ Les enjeux pour l'occident.

1.2./ La réponse américaine.

1.3./ La réponse européenne.

Deuxième partie.

1992-1994 : LA FORTE IMPLICATION DES ETATS-UNIS

2.1./ **L'influence des etats-unis au sein des instances internationales.**

2.2./ **L'émergence de la Russie dans les relations internationales.**

2.3./ **Les relations russo-américaines.**

Troisième partie.

1995-1997 : LE RAPPROCHEMENT RUSSIE -EUROPE.

3.1./ **Les désaccords américano-européens.**

3.2./ **Les divergences entre Eltsine et Clinton.**

3.3./ **Un retour marqué de la Russie en Europe.**

CONCLUSION. 15

UNE RUSSIE FORTE, ALLIEE DES ETATS-UNIS, Mais arrimée a l'EUROPE 15

Introduction

LE BIG BANG DU DEMANTELEMENT DE L'UNION SOVIETIQUE

L'année 1991 se sera achevée sur un big bang à l'échelle terrestre : la fin de l'URSS. Septième et dernier tsar de la dynastie communiste, Mikhaïl Gorbatchev a abdicé, le 25 décembre au soir le drapeau rouge a été amené, soixante-neuf ans presque jour pour jour après avoir été hissé pour la première fois. Les Etats-Unis, la CEE, la Chine, l'ONU, reconnaissent de facto ou de jure, les uns après les autres, les quinze Etats issus de l'ancienne union.

La soudaine disparition de cet ensemble lourd qui a pesé de tout son poids sur les relations internationales pendant la plus grande partie de ce siècle a brutalement créé un vide géopolitique sans précédent.

Les puissances occidentales et en premier lieu les Etats-Unis - suivies de près par le groupe des puissances de l'Union Européenne - vont, dès lors, user de toute leur influence pour faire en sorte de permettre à la Russie de Boris Eltsine de combler ce vide, source de déséquilibres et de déstabilisation planétaire.

Europe et Etats-Unis initialement rassemblés derrière un but commun, vont au cours des années qui suivent, affirmer peu à peu leurs différences et instaurer des relations aux couleurs de leurs sensibilités et de leurs intérêts respectifs.



Première partie.

1991 : L'ETAT DES LIEUX APRES LA CONFERENCE D'ALMA-ATA.

Au cinéma cela s'appelle " un fondu enchaîné " : une image s'estompe sur l'écran pendant qu'une autre prend lentement sa place. Un court instant, la rétine appréhende simultanément les deux et se trouve incapable de distinguer les éléments de la première de ceux de l'autre. Fin 1991, entre le 21 décembre - conférence d'Alma-Ata créant la CEI - et le 25 décembre - démission de Mikhaïl Gorbatchev - le monde soviétique a offert le rare spectacle d'un fondu enchaîné historique : l'URSS s'est évanouie pendant que renaissait la Russie et que surgissait une communauté floue d'Etats indépendants qui ont finalement débranché les tuyaux qui maintenaient en survie artificielle ce qui restait de l'ancienne union.

1.1./ Les enjeux pour l'occident.

La disparition de l'union soviétique, événement qui paraissait inconcevable il y a encore très peu de temps, a été vécue à l'étranger, avec un mélange d'incrédulité et de peur : incrédulité devant la rapidité de l'effondrement de ce que beaucoup tenaient encore pour une superpuissance ; peur de l'éclatement de ce conglomerat énorme de peuples qui était perçu comme un Etat unitaire. Peur aussi des tensions nationales rendues inévitables par la volonté d'émancipation de ces républiques qui, avec l'effondrement de l'idéologie communiste, recouvraient leur espace géographique, leur histoire et leur culture.

Au-delà des déclarations qui prennent acte du maintien d'une certaine centralisation autour de la Russie, les Occidentaux ont conscience qu'ils auront à traiter avec des Etats indépendants qui poursuivront chacun des politiques différentes, mais que la Russie s'efforcera d'orienter en fonction de ses propres intérêts. Ils savent que la fierté nationale chez les Russes sera un facteur déterminant de la politique étrangère.

Pour l'ensemble des pays occidentaux les enjeux s'apparentent donc de près à des risques et s'expriment en terme d'inflation nucléaire, d'explosion des nationalismes et de déstabilisation économique.

- L'inflation nucléaire.

Au moment de la disparition de l'URSS, le club très fermé des cinq puissances nucléaires traditionnelles compte officiellement trois membres de plus : l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Aussi s'exprimant à Washington, le directeur de la CIA soulignait tout le paradoxe de la situation : " la chute du communisme a réduit considérablement les risques d'une guerre majeure. Mais au jour le jour, le monde reste un quartier chaud... de plus en plus chaud... "

Cette déclaration faisait directement référence à l'arsenal nucléaire soviétique : environ 27000 charges stratégiques et tactiques désormais réparties entre la Russie, la Biélorussie l'Ukraine et le Kazakhstan. Les occidentaux se sentent directement concernés par les risques de prolifération ou de fuites criminelles du nucléaire tant militaire que civil.

- L'explosion des nationalismes

Dans un pays géré en Etat unitaire pendant soixante-dix ans et dont les frontières internes ont été établies de manière totalement arbitraire, l'explosion des nationalismes était inévitable. Les principales tensions proviennent de l'existence de fortes minorités étrangères dans les nouveaux Etats indépendants. Ainsi, de larges communautés russes sont présentes dans toutes les anciennes républiques de l'union. Des revendications indépendantistes et des conflits frontaliers couvent dans toutes les nouvelles républiques et James Baker, vice président américain, formalise les craintes des occidentaux en déclarant : " nous courons vraiment le risque de voir se créer une situation semblable à celle que nous avons en Yougoslavie...Avec des armes nucléaires en plus ".

- La déstabilisation économique

L'URSS est sortie à tel point ruinée de la perestroïka que l'impératif majeur des Etats indépendants qui naissent aujourd'hui sur les dépouilles de l'ancien empire communiste est, non pas de redresser l'économie mais de la reconstruire totalement sur des bases nouvelles et, si possible, saines. Pour la population, les pénuries sont devenues dramatiques et les denrées subventionnées par l'Etat sont détournées vers le marché noir dont les principaux bénéficiaires sont les mafias et les trafiquants de tout ordre dont les transactions illégales ne sont soumises à aucun contrôle. Les conséquences sociales et humaines de cette situation ne laissent pas les occidentaux indifférents, pour des raisons différentes selon les sensibilités des uns et des autres.

En effet, les européens sont émus par l'aspect humain du fait des liens historiques qui unissent les populations et réagissent plutôt émotionnellement. Les américains, quant à eux, sont plus attachés aux risques de déstabilisation économique que crée cette situation et leur réponse est plus prosaïque.

Ainsi à l'heure où les incertitudes et les risques s'expriment en des termes inquiétants, la première réponse des occidentaux se veut cohérente même si leurs intérêts ne convergent pas. Européens et américains s'associent donc spontanément pour envoyer des signes tangibles de soutien au président russe.

Ces signes, qui, se concrétisent à travers les aides internationales de toute nature seront certainement des éléments indispensables au redressement des pays issus de l'ex-URSS, mais pour qu'une véritable stabilité géopolitique s'instaure sur

les ruines du socialisme réel, les citoyens devront d'abord, au contact des occidentaux, se débarrasser des comportements soviétiques.

1.2./ La réponse américaine.

Aux Etats-Unis, le pragmatisme l'emporte. La naissance de la CEI, pas plus que chacune des précédentes étapes du démantèlement de l'URSS ne suscite l'enthousiasme. Néanmoins, les autorités américaines sont satisfaites de voir la Russie hériter du siège de l'URSS au conseil de sécurité de l'ONU. De même les Américains apprécient favorablement les décisions d'Alma-Ata qui sont censées aller dans le sens du maintien, au sein de la CEI, d'un minimum d'autorité centrale.

Aussi les Etats-Unis procèdent-ils à une reconnaissance de facto de la Russie, en tant qu'état successeur de l'URSS, héritant de tous les droits et de tous les privilèges de l'ex-URSS.

Quel est dans cette affaire, l'intérêt des Etats-Unis ?

A court terme, ils veulent préserver leur prédominance nucléaire. La disparition du partenaire nucléaire soviétique rendrait aux américains leur monopole absolu des années quarante. Mais les autres puissances nucléaires n'accepteraient pas facilement cette situation. Aussi le maintien du monopole conjoint, même s'il n'est que théorique, rend plus tolérable la supériorité de Washington. A moyen terme, les américains croient à la complémentarité des deux pays. Un axe Washington-Moscou peut tenir en échec n'importe quelle coalition régionale ou mondiale.

A long terme, enfin, les Etats-Unis s'attendent à la formation de ce que M.Baker appelle " une communauté euro-atlantique " : de Vancouver à Vladivostok, espérant la création d'une coopération commune d'un nouveau genre.

Cependant les préalables ou les déclarations qui accompagnent les reconnaissances, laissent poindre quelques inquiétudes et expriment ainsi, en partie, les principales questions qui vont pour le proche avenir, limiter ou orienter les relations avec l'occident.

1.3./ La réponse européenne.

Dans un communiqué diffusé à La Haye, le 23 décembre, soit 48 heures après la naissance de la CEI, la CEE établit une nette distinction entre la fédération de Russie et les autres républiques membres. Les Douze estiment en effet que les " obligations et droits internationaux de l'ancienne URSS, y compris ceux découlant de la Charte des Nations Unis continueront d'être exercés par la Russie ".

Ainsi la France se réjouit du résultat de la conférence d'Alma-Ata, qui fait naître une véritable organisation " et évite le chaos que l'on pouvait très légitimement craindre ". Soulignant ensuite l'aggravation de la situation économique et sociale, particulièrement dans les grandes villes de l'ex-URSS et dans les républiques les plus pauvres du sud, elle conclut que les occidentaux doivent faire un gros effort pour aider les populations à passer la difficile étape de transition.

Elle est en cela rejointe par l'Allemagne qui estime que les anciennes républiques ne doivent pas être laissées seules avec leurs problèmes, elle brosse le tableau d'une participation à une coopération transatlantique et européenne.

Quelle est dans cette affaire, l'analyse des européens ?

Dans la première décennie du XXI^e siècle, les nations de souches européennes seront pour la première fois marginalisées face au reste de la population de la planète. Ce seront en outre des nations vieilles, et elles ne disposeront plus face à l'Asie de la majorité de la richesse mondiale. L'ancienne URSS constitue un élément essentiel de ce futur camp. Aussi, plus elle s'émiette, aujourd'hui, plus elle s'enfonce dans le chaos, moins il sera facile de lui faire jouer demain le rôle qu'on attend d'elle.

La Russie représente donc non seulement un potentiel important, mais aussi une future alliée possible, susceptible d'aider l'Europe à contrebalancer

l'omniprésence des Etat-Unis. Ceci à condition qu'elle parvienne à surmonter tous les obstacles qui se trouvent encore devant-elle.

Les moyens de l'action européenne sont rapidement définis, au moins dans ses principes sinon dans sa concrétisation : les Douze, lors d'un conseil européen de Dublin en juin 1990, s'accordent sur le principe d'une action annoncée à l'automne pour les années 1991/1992. De même la BERD accepte la participation de l'URSS et l'associe à ses travaux.



Deuxième partie.

1992-1994 : LA FORTE IMPLICATION DES ETATS-UNIS

Après quelques tergiversations, les Etats-Unis établissent donc officiellement des relations diplomatiques avec la Russie le 3 janvier 1992. A compter de ce moment, leur action devient plus lisible et ils pèsent de tout leur poids au sein des instances internationales auxquelles ils appartiennent pour favoriser les opérations de soutien en faveur de l'ex-URSS. La Russie profite immédiatement de ce courant pour tenter d'émerger sur la scène internationale et retrouver sa place de grande puissance, avec quelques succès. Ensuite, les relations russo-américaines se normalisent et s'établissent en une sorte de coopération amicale et vigilante.

Au cours de la période 1992 -1994, les Etats-Unis seront omniprésents dans le paysage géopolitique mondial. Ils sont aidés en cela par la dynamique créée par l'élection du président Clinton - alors qu'Eltsine est politiquement de plus en plus faible - ainsi que par la reprise de leur économie dès l'année 1993. En effet, alors que l'Europe piétine, tous les clignotants américains sont au vert : production, investissement, consommation et emploi.

Pendant ces années, l'Europe agit de concert avec les USA et participe pleinement à leur action : diplomatiquement elle ne peut que suivre le sillage de l'unique superpuissance mondiale sans réellement pouvoir affirmer sa spécificité; financièrement elle assume la majorité des efforts mais ne peut qu'attendre que la situation de la Russie se stabilise avant de pouvoir marquer sa différence.

2.1./ L'influence des Etats-Unis au sein des instances internationales.

Essentielle pour redonner ses chances aux nouveaux pays qui émergent de ce big bang historique, l'action internationale se concrétise à travers les quatre principales instances politico-financières occidentales : le G7, le F.M.I., le Club de Paris et l'Union européenne.

Les américains, forts de leur implication politique et économique au sein des trois premières instances, vont lourdement influencer les décisions et accélérer l'action financière indispensable à la stabilisation économique de la Russie.

Le G7.

La peur occidentale ramène l'unanimité chez les Sept Grands lors du conflit qui oppose Boris Eltsine au parlement en Avril, au moment des événements d'octobre et après les élections de décembre 1993.

Les ministres des Affaires étrangères et des Finances réunis à Tokyo en avril réaffirment leur soutien à Boris Eltsine et aux partisans des réformes dans un communiqué sans ambiguïté : " la réforme en Russie et les progrès vers la démocratie sont essentiels à la paix dans le monde. Nous voulons voir une Russie démocratique stable et économiquement forte, bien intégrée dans l'économie mondiale ". La Russie obtient dès lors une aide financière unilatérale massive et obtient aussi, de la part du Japon, la dissociation entre son assistance et la résolution du contentieux territorial des îles Kouriles.

Le rôle moteur des Etats-Unis lors de cette conférence s'affirmera ouvertement, tant pour le déblocage du soutien financier que pour la signature de l'accord russo-japonais.

Le F.M.I.

En mars 1994, le F.M.I. décide de reprendre lui aussi ses prêts par le déblocage d'une deuxième tranche d'une aide accordée dans le cadre d'un dispositif particulier intitulé " facilité pour une transition structurelle ". La aussi, le poids des américains au sein de cette organisation sera prépondérant et va accélérer les décisions de façon significative.

Le Club de Paris.

Dans le sillage des actions précédentes et fort du soutien du F.M.I. qui marque son accord sur le programme économique de la Russie, le président Boris Eltsine obtient aussi, en juin, le ré-échelonnement de sa dette publique par les diverses institutions financières du Club de Paris.

L'Union Européenne.

Parallèlement, le président russe signe le 24 juin, à Corfou, un accord de partenariat avec les Douze qui équivaut, à peu de chose près, à attribuer à la Russie le statut de nation la plus favorisée. Cet accord prévoit d'examiner la situation économique russe après les trois premières années de coopération puis d'envisager ultérieurement la possibilité de la signature d'un accord de libre échange.

2.2./ L'émergence de la Russie dans les relations internationales.

Le président de la Russie a besoin de succès extérieurs pour surmonter les difficultés intérieures et affirmer sa place sur l'échiquier géopolitique international. Il saura donc s'imposer en utilisant toutes les causes d'inquiétudes occidentales. Ne déclare-t-il pas en France comme aux Etats Unis qu'un retour à la course aux armements n'est nullement exclu et serait même inéluctable si les occidentaux ne venaient pas d'urgence au secours de l'économie et de la démocratie russe ?

Ainsi, fort du soutien américain, début 1992, Boris Eltsine entreprend des visites " d'intronisation " dans le club des Grands : en Grande Bretagne, aux Etats-Unis, au Canada et en France.

Le point fort de ce périple est de toute évidence le sommet informel de Camp David au cours duquel les Etats-Unis affichent leur détermination à tourner la page, et dont il est important de retenir les termes de la déclaration commune : " la Russie et les Etats-Unis ne se considèrent plus comme des ennemis potentiels ", leurs relations seront caractérisées par l'amitié et le partenariat, fondées sur la confiance mutuelle, le respect et l'engagement commun pour la démocratie et la liberté économique. L'ouverture et la tolérance devraient caractériser " les relations entre nos peuples et nos gouvernements ".

Lors de ce sommet, des engagements sont pris qui concernent :

- des mesures de réduction des arsenaux nucléaires et de prévention de la dissémination des armes de destruction conventionnelle et des technologies associées,
- la défense des valeurs partagées de la démocratie : l'état de droit, le respect des droits de l'homme, y compris celui des minorités ainsi que le respect des frontières,
- le règlement pacifique des conflits et la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la dégradation de l'environnement.

2.3./ Les relations russo-américaines.

L'action politique volontariste et pragmatique des Etats-Unis agira comme un catalyseur sur la Russie qui va " saisir sa chance " pour se repositionner, et affirmer sa nouvelle place dans sein des relations internationales.

Les rapports russo-américains vont, de plus, être motivés par les événements de leurs politiques intérieures respectives et permettre aux deux présidents de joindre leurs intérêts nationaux à leurs intérêts politiques personnels.

Les élections de 1993 en Russie ont eu à cet égard l'effet d'un révélateur. En butte à une terrible surenchère populiste et nationaliste, Boris Eltsine était condamné à chercher à l'extérieur quelques succès de nature à compenser ses échecs successifs sur les plans économique, sécuritaire et politique.

Ainsi le besoin de Boris Eltsine de renforcer son prestige et son autorité par un succès de politique extérieure, joint au souhait de Georges Bush de terminer son mandat présidentiel sur un succès pour le désarmement, dans la ligne suivie depuis quatre ans, amène à la signature du traité START II, le 3 janvier 1993.

Plus tard, Bill Clinton, élu par ses concitoyens pour s'occuper plus particulièrement de la situation intérieure - économique et morale - des Etats-Unis, a été amené à engager son pays de plus en plus sur la scène internationale, malgré une forte poussée isolationniste qui s'est manifestée à l'automne 1993.

Le dialogue entre les deux pays s'est concrétisé en plusieurs occasions :

- dans un premier temps au Proche-Orient où les deux Grands se retrouvent pour soutenir un processus de paix qui apparaît encore très fragile après la tuerie d'Hébron,
- dans un deuxième temps ils interviennent presque de concert en Asie afin d'obliger la Corée du Nord à ouvrir quelques unes de ses usines nucléaires pour tenter de limiter les ambitions de développement des armes nucléaires de Pyongyang,

- enfin, au sein des sommets russo-américains de 1994 et plus particulièrement le 22 juin, lorsque la Russie signe l'accord cadre pour le " partenariat pour la paix ".

Ce dernier accord marque ainsi un succès pour la Russie qui est parvenue à convaincre l'OTAN de ne pas accepter dans ses rangs, pour le moment, les pays de l'Est et du centre de l'Europe qui y étaient candidats.

La conjoncture particulière de ces années, initiée par la volonté américaine, sera propice à une certaine complicité implicite entre les deux hommes qui durera jusqu'à la fin de l'année 1994, c'est à dire le temps nécessaire à chacun d'entre eux pour retrouver la popularité auprès de leurs concitoyens.



Troisième partie.

1995-1997 : LE RAPPROCHEMENT RUSSIE -EUROPE.

Début 1995, on peut considérer que la situation géopolitique s'est, dans son ensemble, largement améliorée. La Russie a définitivement pris la place qu'occupait l'URSS sur le plan géopolitique à quelques variantes près. Les risques initiaux, s'ils sont loin d'avoir disparus, ont été tous pris en compte à des degrés divers et la réversibilité du processus de stabilisation engagé semble peu concevable même si elle n'est pas impossible.

Dés lors, la coalition tacite des occidentaux qui s'était déjà un tant soit peu distendue depuis quelques mois va finalement éclater. Les partis en présence vont affirmer ouvertement leurs différences. Dans cette rivalité, s'il en est, entre les Etats-Unis et l'Europe, les liens historiques et géographiques des populations du vieux continent vont peser d'un poids sensible dans les choix des dirigeants.

Pour autant, la question de la concurrence possible entre les deux grands pôles de puissance occidentaux n'a peut-être pas de réponse positive. Les USA, sont en effet désireux d'alléger leur dispositif en Europe. Aussi laissent-ils volontiers cette dernière affirmer sa différence de sensibilité dans de nombreux domaines. Ceci d'autant plus que la Russie exprime aussi sa volonté de retrouver sa sphère d'influence et la place qui lui revient en Europe à travers la prise en compte de nouveaux rapports de voisinage.

Les deux volontés russe et européenne vont se compléter pour dynamiser et amplifier ce mouvement de rapprochement. Celui-ci va, de plus, être favorisé par le retour de certains contentieux latents entre Eltsine et Clinton.

3.1./ Les désaccords américano-européens.

Ils sont nés dès 1992 et n'ont cessé de se préciser au cours des années suivantes. Cette année là, l'organisation d'une conférence à Washington en janvier, à l'initiative exclusive du Secrétaire d'Etat américain aux affaires étrangères, ne manque pas de provoquer des réactions mitigées chez les Européens. Les européens font valoir qu'il existe déjà de nombreuses instances pour en débattre et

qu'il est curieux de vouloir le faire sans y avoir convié les principaux intéressés que sont la Russie et les autres Etats membres de la CEI. Ceci d'autant plus que jusqu'à présent l'aide accordée souffre de détournements à des fins spéculatives où les pays concernés ne sont pas étrangers.

Mais les américains ont d'autres mobiles comme l'affirmation de leur leadership, la volonté de détourner l'opinion américaine des tentations de l'isolationnisme et celle d'associer d'autres pays à l'effort des occidentaux comme le Japon et l'Arabie Saoudite. Ce manque de lisibilité entre américains et européens fait que la conférence se termine sans grands résultats.

La conférence de Janvier se prolonge par celle de Lisbonne au cours de laquelle une cinquantaine de pays et les principaux dirigeants des organisations financières internationales, réexaminent leur aide à la CEI, en présence cette fois des représentants des pays concernés.

Ce second rendez-vous confirme le différent Etat-Unis-CEE. Le leadership, de nouveau proclamé par James Baker, agace les dirigeants européens et suscite l'intervention du vice-président de la commission européenne chargé des relations extérieures qui rappelle que le partage du " fardeau " (burden sharing) se pose avec acuité puisque la CEE assume 70% de l'effort financier consenti !

Au-delà de ces échanges verbaux, émergent des différences de conceptions sur les orientations à donner à l'aide :

- les américains cherchent la mise en place d'une aide qui serve des cibles prioritaires comme celle des militaires (qu'il faut détourner des tentations putschistes), ou celle des scientifiques (qu'il faut aider à résister aux appels extérieurs),
- les européens, au contraire, et tout particulièrement la CEE, orientent leurs aides vers des buts humanitaires et d'assistance technique.

Ce sont là deux conceptions profondes qui s'opposent : une conception humaniste issue d'un héritage historique et d'une conscience collective des européens sensibles à la détresse des populations géographiquement voisines, face à une conception, certes d'une portée pratique, mais surtout politique et psychologique.

Ces divergences de fond nées en 1992 perdureront et seront symptomatiques des différences de sensibilité des peuples concernés, différences qui ne seront pas étrangères aux nouveaux liens qui vont se tisser et se renforcer entre l'Europe et la Russie à compter de cette année.

3.2./ Les divergences entre Eltsine et Clinton.

Le 10 mai 1995, le sommet Clinton-Eltsine révèle des désaccords marqués qui s'ils ne remettent pas en questions les relations bilatérales, permettent aux deux puissances de marquer leur différences. Ces désaccords portent tout d'abord sur la coopération nucléaire russo-iranienne mais aussi sur l'élargissement de l'OTAN à l'est et la guerre en Tchétchénie.

A propos de cette guerre, Eltsine, dans une rhétorique violente à propos des frappes de l'OTAN en Bosnie, a menacé de remettre en question la participation de son pays au partenariat pour la paix, signé le 31 mai, en échange de la modération occidentale sur le dossier tchétchéne.

Un autre point de friction apparaît aussi relativement aux ventes d'armes. Moscou n'accepte pas les critiques adressées par Washington à ce sujet et le ministre des affaires étrangères Russe laisse entendre que si les américains ne les laissent pas venir sur leurs marchés, eux, les Russes, iront sur les marchés réputés dangereux par les occidentaux.

Ainsi en avril 1995, l'ambassadeur russe à Washington, parle délicatement de " la fin de la phase romantique de la lune de miel ". Pour l'administration américaine, c'est, plus prosaïquement, la fin des illusions. Après trois ans d'enthousiasme pour la démocratie naissante sur les ruines du soviétisme, les Etats-Unis, dégrisés, se demandent si le temps n'est pas venu d'une relation plus réaliste et moins accommodante. Relation caractérisée par les déclarations d'un responsable de défense américain : " quoi qu'il arrive en Russie, ce que nous devons surveiller avant tout, ce sont nos intérêts de sécurité " .

3.3./ Un retour marqué de la Russie en Europe.

La Russie se tourne vers l'Europe.

S'attachant à privilégier les liens historiques et géographiques de la Russie à l'Europe, Boris Eltsine va initier dès 1994 un rapprochement de son pays avec les principales puissances de l'ouest de l'Europe : " ...c'est pour l'Europe le temps de la réunion de peuples artificiellement séparés par les barrières idéologiques et la Russie s'y montrera en partenaire honnête, loyal et franc. "

C'est initialement à travers le conflit Yougoslave et le pro-serbisme russe jamais démenti que Moscou débutera son retour en Europe occidentale, retour qui s'affirmera les années suivantes. Dans cette zone, la Russie affiche à chaque

occasion, sa position habituelle : recherche d'une solution diplomatique et opposition catégorique à des bombardements sans avoir été consultée.

Ainsi le bombardement contre les serbes investissant Gorazde en avril 1994 a été très mal vécu par l'ensemble de la classe politique Russe : la non-consultation de leur pays portant atteinte à un prestige qu'elle croyait fermement établi. De cette fausse défaite le président russe obtient que les occidentaux s'abstiennent à l'avenir d'actions brusques dans ce domaine. Dès lors, la Russie s'impose comme partie incontournable pour tout règlement en Bosnie.

La vision européenne du président Eltsine s'affirme aussi pleinement lors de sa visite en Allemagne au cours de laquelle il déclare : " une architecture politique économique et spirituelle unifiée de notre continent ne doit pas isoler des pays ou des groupes de pays, les séparer selon des critères amis-ennemis, mais elle doit les intégrer dans un organisme unifié. Les institutions politico-militaires de notre continent, nées sous les conditions de la guerre froide et de la confrontation sont dépassées... Le chemin passe, à notre avis d'abord par le développement de la CSCE comme organisation régionale effective. Sous son toit, les efforts coordonnés du conseil de coopération de l'OTAN, de l'UEO et de la CEI peuvent trouver un nouveau contenu. C'est ce qui décidera de notre attitude... ".

Enfin, l'intervention du ministre des Affaires étrangères russe à la conférence de Paris sur " le pacte de stabilité en Europe " conçu par le premier ministre Edouard Balladur, confirme cette volonté de rapprochement.

L'Europe se tourne vers la Russie.

" La Russie est une puissance européenne " : ce verdict péremptoire de la grande Catherine formulée en 1766 reprend toute son actualité devant la volonté affichée par ce pays de reprendre toute la place qu'il estime lui revenir.

La grande difficulté de l'Europe est de savoir accompagner la montée en puissance de la Russie pour qu'elle reste une alliée. C'est pourquoi, même si face à l'émotion soulevée en Europe par les images des combats de Grozny, le conseil de l'Europe a estimé préférable de repousser provisoirement l'adhésion de la Russie - au grand dam du gouvernement russe qui espérait devenir le trente quatrième pays membre - les occidentaux savent qu'ils ont tout à gagner à ménager Boris Eltsine. C'est la raison pour laquelle en dehors de cette mesure symbolique les quinze de l'Union européenne, réunis à Bruxelles, ont écarté toute mesure de rétorsion. Dès la paix en Tchécshénie revenue, le conseil de l'Europe votera enfin, en janvier 96, en faveur de l'adhésion de la Russie.

L'aspiration de la Russie à jouer son rôle sur le continent européen trouve son plus favorable écho auprès de la France qui a multiplié les gestes politiques tout au long de ces dernières années.. Le président russe affirme ainsi en 1997 : " depuis 1991, vous avez été à nos cotés pendant tous les instants de cette difficile installation de la jeune démocratie russe ", et de saluer, dans la foulée, la politique menée par la France en faveur de l'intégration de la Russie dans toutes les organisations économiques et financières internationales.

Les deux présidents s'attachent ainsi dès septembre 1997, lors de la visite de Jacques Chirac à Moscou, à affirmer leurs relations privilégiées. La voix de l'Europe s'exprime haut et fort à travers celle de la France à cette occasion : " l'union européenne à vocation à être, dans tous les domaines, et de loin, votre premier partenaire. A l'aube du XXI^e siècle, c'est une véritable association qui doit progressivement s'établir entre la Russie et l'Union ". Elle ajoute : " Toute ligne de partage entre l'est et l'ouest doit désormais être exclue. Il n'y aura pas de sécurité européenne sans que la Russie y soit pleinement associée. "

Avant ces déclarations, la France avait initié ce nouveau " partenariat privilégié " en proposant la conclusion d'un accord entre l'Otan et la Russie, qui fut signé à Paris en mai 97. Elle a poursuivi son action en confirmant récemment le démantèlement de ses armes nucléaires, exprimant ainsi la vigueur de l'amitié franco-russe, ciment de l'amitié européenno-russe.



Conclusion

UNE RUSSIE FORTE, ALLIEE DES AMERICAINS MAIS ARRIMEE A L'EUROPE

Du formidable appel d'air provoqué par l'effondrement d'un édifice communiste vermoulu, pétrifié dans ses dogmes et son système économique désastreux, est en train d'émerger une nouvelle Russie. Celle de l'ouverture à l'occident, de la démocratie, de l'économie de marché, de la circulation des idées, des hommes et des marchandises. Le processus est laborieux, chaotique, parfois incohérent. Il n'empêche : malgré la mafia, les trafics prédateurs, la corruption, l'absence de cadres juridiques ou fiscaux stables, une nouvelle société russe se met en place.

Boris Eltsine, à la tête de cette turbulente transition, manoeuvre entre les écueils avec l'aide des Etats-Unis et de l'Europe. Pour autant, il souhaite voir la Russie reprendre son rang de grande puissance, se distinguer des Etats-Unis, et dire son mot dans les affaires du monde.

L'occident est disposé à reconnaître au Kremlin une zone d'influence sur son ex-empire : cet échiquier complexe où évoluent la Russie, l'Iran et la Turquie.

Les Etats-Unis, seule grande puissance mondiale actuelle reste un partenaire incontournable dans toutes les organisations internationales et les accords de désarmement des forces nucléaires et conventionnelles.

Néanmoins, l'Europe, et au sein de celle-ci la France, fidèle à sa tradition, entend aussi jouer la carte russe. Jacques Chirac répète qu'il convient de ne pas isoler Moscou et d'établir un partenariat solide, privilégié et adapté aux spécificités de cette grande et ancienne nation européenne. Partenariat que seules des nations culturellement et historiquement voisines sont en mesure de lui offrir.

Une Russie faible crée un vide dangereux. Une Russie forte, certes alliée des Etats-Unis, mais solidement arrimée à l'Europe, peut être un gage de stabilité.

